

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Minoterie FOREST
à BRAY

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 11-00838

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, notamment son article L 514-1,

VU l'arrêté préfectoral n°02/0831/2-3 du 22 mars 2002 autorisant la Minoterie Forest à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de farine sur la commune de Bray,

VU les articles 11.2, 11.4, 15, 20, 22.3, 24, 30.2, 32.5, 32.7.2, 36.12, 36.15 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002,

VU l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements et de leurs annexes,

VU les conclusions de l'inspection effectuée le 8 février 2011,

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement de Bourgogne, en date du 10 février 2011,

Considérant que la Minoterie Forest ne respecte pas toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002,

Considérant que la Minoterie Forest ne respecte pas toutes les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements et de leurs annexes,

Considérant que ce manquement est de nature à engendrer des atteintes à la sécurité et à l'environnement,

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La Minoterie Forest, dont le siège social est situé au moulin de Coureau à Bray, est mise en demeure, pour son établissement situé à Bray, de respecter :

- dans un délai de **15 jours** à compter de la notification du présent arrêté, les articles: 11.4. (stockages), 15, 24 , 36.12, 36.15 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002.
- dans un délai de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté, les articles: 11.2, 11.4. (bassin de confinement), 20, 22.3, 30.2, 32.5, 32.7.2 de l'arrêté préfectoral 22 mars 2002 et l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements et de leurs annexes,

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4: EXECUTION ET COPIES

Madame la secrétaire générale de la Préfecture, M. le maire de Bray, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- la direction départementale des territoires à MACON,
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - unité territoriale de Saône-et-Loire, 206 rue Lavoisier à MACON.

Mâcon, le - 9 MAR. 2011

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

14/03/2011